

qu'avec ceux des territoires voisins (Île-de-France, Auvergne, Bourgogne, Limousin), de manière à intervenir plus facilement.

en particulier en Loiret : la démographie médicale. Le nombre de médecins urgentistes y est en baisse. ■

raît, « au vu des débats qui se sont tenus jusqu'ici [...] opaque », a estimé le procureur Philippe Bourion. « À ce stade, a précisé le

nal de Nanterre devant d'attester sur cette affaire », a-t-il ajouté.

Le parquet souhaite que lui soit d'abord communi-

responsabilités au sein du groupe pharmaceutique sur les faits de tromperie aggravée.

Certains conseils des

tentaculaire du Mediator avait déjà été renvoyé l'année dernière, peu après son ouverture, le 14 mai 2012. ■

MANIFESTATION ■ Grève au centre hospitalier d'Orléans

Un sous-effectif chronique



CONTESTATION. Le personnel dénonce une hausse d'activité sans « moyens supplémentaires ».

Ils étaient près de 150, selon les organisateurs, à s'être regroupés hier matin dans le hall d'accueil du centre hospitalier régional d'Orléans (CHRO) à l'appel de l'intersyndicale Sud-Solidaires, CFTD, CGT et FO pour dénoncer un « manque d'effectif chronique » et des conditions de travail de plus en plus difficiles.

« La machine est grippée dès qu'il y a trop d'absentéisme », évoque au micro, Jean Carré, secrétaire Sud du CHR. Mais c'est avant tout l'augmentation de l'activité, « sans moyens supplémentaires » et no-

tamment dans les services bureau de mouvement et tri des laboratoires, qui est pointée du doigt.

Tension incontestée

« Nous ne pouvons même pas à offrir un siège à des gens malades qui attendent plus d'une heure pour obtenir un bon de consultation... Voilà où nous en sommes ! », clame-t-il avant d'ajouter : « cela ne correspond pas à notre engagement. Nous ne sommes pas une banque ! ». Pour marquer leur ras-le-bol, l'accueil des consultations se faisait, hier, gratuitement car sans

« bon » de consultation.

Du côté de la direction, cette « tension » n'est pas contestée. « Nous avons eu un peu de mal à faire que les moyens accompagnent la hausse d'activité », reconnaît Jean-Robert Lechevallier. Mais selon le directeur général adjoint, « les conditions de financement sont plus difficiles qu'il y a quelques années ». Toutefois, ce dernier ajoute que des « mesures vont être prises dans les semaines à venir, comme des "mensualités de remplacement" » afin de soulager les équipes. ■

Laetitia Roussel

peugeotwebstore.com

LES GRANDS ESSAIS PEUGEOT

SÉRIE SPÉCIALE SURÉQUIPÉE
208 URBAN SOUL
à partir de **12 970 €^{IV}** soit **3 200 €** d'avantage client^{III}
sous condition de reprise^{III}. Bonus écologique de 200 € déduit.

TOUTE LA GAMME À L'ESSAI

N'oubliez pas, la gamme 208 est à partir de 9 990 €^{III} sous condition de reprise^{III}.

PEUGEOT FINANCIER TOTAL
Consommation mixte (en l/100 km) : (1) 4,5; (4) 4,5. Émissions de CO₂ (en g/km) : (1) 104; (4) 99.

Somme restant à payer, déduction faite (1) (4) du bonus écologique de 200 €, d'une remise de (1) 1 280 €, (4) 660 € sur le tarif Peugeot 13B conseillé du 04/03/2013, et d'une prime reprise Peugeot de (1) 1 400 €, (4) 1 200 €. (2) Avantage client composé d'un bonus écologique de 200 €, d'une remise de 1 280 €, d'un avantage équipements de 320 € et d'une prime reprise de 1 400 €. (3) 1 400 €, (5) 1 200 € de prime reprise Peugeot pour la reprise d'un véhicule de plus de 8 ans destiné ou non à la casse. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable du 2 mai au 29 juin 2013 pour toute commande (1) d'une 208 Urban Soul VTI 82ch, (4) d'une 208 Access 3 portes, 1,0L VTI 68ch, neuve, hors options, livrée avant le 31 août 2013 dans le réseau Peugeot participant. Modèle présenté : 208 Urban Soul VTI 82ch avec option peinture métallisée au prix de 13 460 € (tarif Peugeot 13B conseillé du 04/03/2013), déduction faite du bonus écologique de 200 €, d'une remise de 1 280 € et d'une prime reprise de 1 400 €.

MOTION & EMOTION PEUGEOT

367318